

Distribution: générale

Date: 27 mars 2018

Original: anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.A/2018/8-A/5/DRAFT

Questions opérationnelles – Plans stratégiques
de pays

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Projet de plan stratégique de pays — Égypte (2018-2023)

Durée	1 ^{er} juillet 2018–30 juin 2023
Coût total pour le PAM	454 040 947 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Après une période de croissance économique soutenue entre 2005 et 2010, l'Égypte a connu une série de crises, à commencer par la révolution de janvier 2011, suivie d'une période marquée par des bouleversements socioéconomiques. En 2013, le Gouvernement a commencé à prendre des mesures concrètes pour renforcer la stabilité sociale, politique et économique. La nouvelle constitution ratifiée en 2014 fait clairement référence à l'intégration et à la justice sociale, et elle concorde avec les principes et les buts énoncés dans le Programme 2030. Le Gouvernement a également entrepris de placer les objectifs d'un développement durable qui profite à tous au cœur de la stratégie nationale de l'Égypte en faveur du développement durable intitulée "Vision 2030"¹; cette feuille de route, qui comprend dix axes, vise à atteindre les objectifs de développement durable en assurant le développement économique, social et environnemental du pays.

En 2016, l'Égypte a lancé une série de réformes économiques, notamment un programme national de protection sociale très complet visant à venir en aide aux personnes vulnérables comme les femmes enceintes et les mères allaitantes, les élèves, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées. Ces réformes ont contribué à l'amélioration du produit intérieur brut réel, qui a atteint 4,1 pour cent en 2016/2017, un redressement sensible par rapport à l'étiage qu'a connu l'Égypte de 2010 à 2014 avec une croissance de 2,1 pour cent. L'Égypte fait partie des 22 premiers pays à avoir procédé à un

¹ Ministère de la planification, du suivi et de la réforme administrative. 2016. *Egypt Vision 2030*.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Hadi
Directeur régional
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et
Asie centrale
courriel: muhannad.hadi@wfp.org

M. M. Haile
Directeur de pays
courriel: menghestab.haile@wfp.org

examen national volontaire des progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable. Pour lutter contre les inégalités entre les sexes, le pays a élaboré une stratégie nationale en faveur de l'autonomisation des femmes, et il a modifié les principales lois régissant le mariage, la nationalité, le harcèlement sexuel et les successions.

Néanmoins, le pays demeure confronté à un certain nombre de défis, dont la pauvreté monétaire, l'insécurité alimentaire, la malnutrition, les disparités géographiques et sociales, les inégalités fondées sur le sexe, les chocs liés au climat et la dégradation de l'environnement. La dévaluation de la livre égyptienne décidée en 2016 a alimenté la flambée des prix des produits alimentaires, ce qui a entraîné une aggravation de l'insécurité alimentaire sur tout le territoire du pays. Étant donné que l'Égypte est un importateur net de denrées de base, notamment le blé et le maïs, les systèmes alimentaires du pays sont à la merci de l'instabilité des prix sur les marchés internationaux. L'Égypte accueille depuis 2011 des réfugiés et des migrants venus de Syrie et d'autres pays voisins, ce qui aggrave encore la pression exercée sur les ressources disponibles.

Le plan stratégique pour l'Égypte arrêté par le PAM, qui porte sur la période 2018-2023, est le fruit de consultations approfondies avec le Gouvernement et les autres partenaires, dont un rapport de synthèse établi en 2017 retrace le détail², et il tire profit des enseignements tirés des opérations déjà menées par le PAM et de ses interventions en cours. Le plan stratégique de pays met l'accent sur le renforcement des capacités nationales pour s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition tout en répondant aux besoins humanitaires, notamment ceux des réfugiés et des migrants présents en Égypte. Le PAM entend appuyer l'action menée par l'Égypte en matière de coopération Sud-Sud pour favoriser la résilience des moyens d'existence dans la région, en lien avec les priorités du pays en matière de développement agricole et de sécurité alimentaire.

Ce plan stratégique de pays, qui participe à la réalisation du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement et à l'obtention des résultats stratégiques 1, 2, 4 et 5 du PAM, met l'accent sur les objectifs de développement durable 2 et 17, tout en poursuivant les objectifs de développement durable 4 et 13. Le plan stratégique de pays arrêté pour l'Égypte est axé sur quatre résultats stratégiques du PAM: résultat stratégique 1 – chacun a accès à la nourriture; résultat stratégique 2 – personne ne souffre de malnutrition; résultat stratégique 4 – les systèmes alimentaires sont durables; et résultat stratégique 5 – les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable. Les domaines d'intervention ont été établis dans la perspective de cinq effets directs stratégiques:

- *Effet direct stratégique 1:* En Égypte, les enfants et les familles exposés à l'insécurité alimentaire les plus vulnérables des zones ciblées ont accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année.
- *Effet direct stratégique 2:* En Égypte, les réfugiés, les populations déplacées et les communautés d'accueil exposés à l'insécurité alimentaire ont accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année.
- *Effet direct stratégique 3:* En Égypte, l'état nutritionnel des populations ciblées s'améliore d'ici à 2030.
- *Effet direct stratégique 4:* En Égypte, les communautés de petits paysans et de Bédouins des gouvernorats ciblés disposent de moyens d'existence résilients d'ici à 2030.
- *Effet direct stratégique 5:* En Égypte, la capacité des pouvoirs publics à cibler les populations vulnérables et leur porter assistance, et à partager leur expérience avec un certain nombre de pays afin d'atteindre l'objectif Faim zéro à l'horizon 2030 est renforcée.

² Le plan stratégique pour l'Égypte est établi à partir d'un rapport de synthèse et non d'un examen stratégique Faim zéro, car le Gouvernement dispose déjà d'une stratégie de développement (la Vision 2030 définie par l'Égypte), et il a déjà procédé à un examen national volontaire des progrès que le pays a accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable. Ce rapport de synthèse, qui propose un résumé des enjeux liés à l'objectif de développement durable 2 tels qu'ils se dégagent de l'examen volontaire et de la Vision 2030 définie par l'Égypte, fait le point sur les progrès accomplis dans la réalisation de cet objectif en Égypte et donne des précisions sur les consultations menées par le PAM avec le Gouvernement et les autres parties prenantes.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'Égypte (2018-2023) (WFP/EB.A/2018/8-A/5), pour un coût total pour le PAM de 454 040 947 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. L'Égypte est un pays à revenu intermédiaire qui compte 95 millions d'habitants, ce qui en fait le pays le plus peuplé de la région Proche-Orient et Afrique du Nord³; c'est en outre un acteur influent sur le plan géopolitique. L'économie égyptienne a subi une série de chocs externes et internes, en particulier à la suite de la révolution de janvier 2011, mais elle se redresse progressivement, comme en atteste le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel, qui a atteint 4,1 pour cent en 2016/2017, contre 2,1 pour cent entre 2010 et 2014⁴.
2. L'Égypte est confrontée à des difficultés liées à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Entre 2011 et 2015, la pauvreté monétaire s'est aggravée, passant de 25 à 28 pour cent, tandis qu'en outre, 22 pour cent de la population étaient exposés au risque de basculer dans la pauvreté. En matière de pauvreté, on constate des différences entre les territoires, mais aussi entre les sexes; la pauvreté touche plus fortement les agglomérations et les gouvernorats frontaliers que les autres territoires. Les zones rurales de Haute-Égypte concentrent 51 pour cent de la population pauvre et 73,6 pour cent des personnes extrêmement pauvres. C'est dans cette région que l'extrême pauvreté atteint son maximum, touchant 15,7 pour cent de la population⁵.
3. L'Égypte est exposée à des risques découlant du changement climatique et les catastrophes naturelles comme les canicules, les vagues de froid, les crues subites et les séismes y sont fréquentes. Outre la hausse du niveau de la mer qui devrait toucher la région septentrionale, les études indiquent que la Haute-Égypte va connaître une hausse progressive des températures de 1,5 à 2 degrés Celsius d'ici à 2040, 1,9 à 2,2 degrés d'ici à 2060 et 3 à 3,5 degrés d'ici à 2100. Cette hausse se traduira pour cette région par une baisse de la production alimentaire d'au moins 30 pour cent à l'horizon 2040⁶.
4. Une enquête nationale sur les revenus, les dépenses et la consommation des ménages réalisée en 2015 a révélé que 23 pour cent des ménages participants peinaient à satisfaire leurs besoins alimentaires de base et que l'accès aux vivres était insuffisant pour 4,7 pour cent d'entre eux⁷. La malnutrition est un problème de santé publique de plus en plus préoccupant, et les taux de retard de croissance, de carences en micronutriments, de surpoids et d'obésité sont élevés. L'accès insuffisant aux vivres a pour corollaire une augmentation des risques d'abandon de la scolarité élémentaire, de travail des enfants, de mariage précoce et de migration irrégulière, autant de handicaps entraînant à leur tour une pauvreté et une insécurité alimentaire qui se perpétuent sur plusieurs générations.
5. L'Égypte accueille un grand nombre de migrants et de réfugiés, dont 123 000 réfugiés enregistrés venus de Syrie et 87 000 réfugiés et demandeurs d'asile venus de pays environnants⁸. Les personnes réfugiées en Égypte vivent en zone urbaine, où ils ont accès gratuitement aux services publics de santé et d'éducation. Le partage des ressources publiques dans les villes surpeuplées met les services publics à rude épreuve, et c'est une source de tensions entre les réfugiés et les communautés d'accueil.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

6. Pour atteindre l'objectif de développement durable (ODD) 2, l'Égypte cherche à s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté. La pauvreté monétaire est le principal facteur d'insécurité alimentaire et de malnutrition en Égypte, où 15,9 pour cent de la population a un accès limité à

³ Agence centrale pour la mobilisation publique et la statistique (CAPMAS). *Egypt 2017 Population Census*.

⁴ Banque mondiale. Octobre 2017. *Égypte: rapport de suivi de la situation économique*.

⁵ CAPMAS. *Egypt 2017 Population Census*.

⁶ Bureau météorologique du Royaume-Uni. 2011. *Climate: Observations, Projections and Impacts*; et Programme des Nations Unies pour le développement. 2013. *Potential Impacts of Climate Change on the Egyptian Economy*.

⁷ CAPMAS. 2015. *National Household Income Expenditure and Consumption Survey*.

⁸ Statistiques 2017 du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

- l'alimentation⁹. Plus de la moitié de la population affectée par la pauvreté monétaire vit dans des zones rurales de Haute-Égypte, où les taux de pauvreté vont jusqu'à 66 pour cent. Les réfugiés syriens ont beaucoup de mal à accéder au marché du travail officiel, ce qui aggrave le risque de basculer dans la pauvreté, l'insécurité alimentaire et l'exploitation. Il ressort de l'évaluation de la vulnérabilité des réfugiés en Égypte réalisée en 2016¹⁰ que seuls 38 pour cent des réfugiés syriens exerçaient une activité économique, dont 92 pour cent d'hommes.
7. Le droit de tous les Égyptiens à un accès sûr à l'alimentation et à la nutrition est inscrit dans la Constitution du pays¹¹ et énoncé dans l'engagement souscrit par l'Égypte à l'égard du programme mondial pour le développement durable. L'Égypte est l'un des premiers pays à avoir mené un examen national volontaire portant sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme 2030 et des ODD¹². En 2015, l'Égypte a donné le coup d'envoi de la Vision 2030, une stratégie de développement durable assortie d'un plan visant à réaliser le Programme 2030, et plus particulièrement l'ODD 2, en favorisant la sécurité alimentaire, la nutrition, l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et une croissance durable de l'agriculture¹³.
 8. *Accès à la nourriture.* En Égypte, le système de protection sociale absorbe une part importante du budget annuel de l'État (9,7 pour cent du PIB pour l'exercice 2015/2016); il associe des subventions, des transferts monétaires assortis ou non de conditions et le programme national de repas scolaires. Alors que les subventions alimentaires ont longtemps constitué la pierre angulaire du filet de protection sociale égyptien, le Gouvernement s'écarte des subventions généralisées pour privilégier une assistance directe plus efficace et plus ciblée en faveur des populations les plus vulnérables¹⁴.
 9. Avec l'aide de la Banque mondiale, le Gouvernement a mis en place en 2015 un programme ciblé de transferts de type monétaire qui s'adresse à 2,1 millions de ménages vulnérables comprenant des femmes enceintes et allaitantes, des familles avec enfants de moins de 18 ans, des personnes âgées et des personnes handicapées. Le programme national de repas scolaires, qui s'adresse à 12 millions d'élèves et coûte 56 millions de dollars par an, est l'une des pierres angulaires du système de protection sociale égyptien.
 10. Bien que les réfugiés syriens aient accès au système d'enseignement public égyptien, y compris les repas scolaires, et aux établissements publics de santé, ils ne bénéficient pas du système de protection sociale du pays. L'évaluation de la vulnérabilité des réfugiés réalisée en 2016 a montré que, en raison de leur pouvoir d'achat limité, les réfugiés syriens se contentaient de produits alimentaires relativement peu coûteux et consommaient peu d'aliments riches en protéines animales et en micronutriments¹⁵. La proportion de l'ensemble des ménages de réfugiés syriens dont la consommation alimentaire s'est avérée insuffisante était de 15 pour cent; en outre, dans 30 pour cent des cas, la consommation alimentaire était limitée et les ménages peinaient à satisfaire leurs besoins. Pour s'en sortir, 86 pour cent des ménages empruntaient de l'argent afin de subvenir à leurs besoins alimentaires.
 11. *Fin de la malnutrition.* En Égypte, la malnutrition chronique est un problème grave, en particulier chez les enfants. Selon une enquête démographique et sanitaire réalisée en 2016, 20 pour cent des enfants de 6 à 59 mois accusaient un retard de croissance, et 10 pour cent d'entre eux souffraient d'un grave retard de croissance; la prévalence des retards de croissance atteignait 37 pour cent dans certains secteurs de Haute-Égypte. Les enfants dont la mère n'a jamais été scolarisée ou n'a pas achevé le cycle primaire présentaient plus de risques de souffrir d'un retard

⁹ CAPMAS. 2015. *National Household Income Expenditure and Consumption Survey*.

¹⁰ Il s'agit d'une enquête auprès des ménages menée conjointement par le PAM et le HCR et coordonnée par le HCR, qui portait sur les ménages syriens réfugiés en Égypte. Un sous-échantillon de 3 540 ménages a été interrogé pour évaluer l'accès des ménages à l'alimentation dans cinq gouvernorats.

¹¹ <https://www.egypt.gov.eg/english/laws/>

¹² Comité de la sécurité alimentaire mondiale. 2016. *Mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030: traduire les engagements en action, à partir des premiers examens nationaux volontaires*.

¹³ Ministère de la planification, du suivi et de la réforme administrative. 2016. *Vision 2030*.

¹⁴ Groupe de la Banque mondiale. 2018. *The 1.5 Billion People Question: Food, Vouchers, or Cash Transfers?*

¹⁵ HCR et PAM. 2016. Évaluation de la vulnérabilité des réfugiés.

de croissance que ceux dont la mère a terminé au moins le cycle primaire. De plus, 15 pour cent des enfants âgés de 6 à 59 mois, 36 pour cent des filles âgées de 15 à 19 ans et 29 pour cent des garçons appartenant au même groupe d'âge étaient en surpoids ou obèses¹⁶. Au sein de certains segments de la population, le manque de variété de l'alimentation aggrave ce double fardeau de la malnutrition. Dans les gouvernorats urbains, le manque de diversité du régime alimentaire concernait 19 pour cent de la population, contre 56 pour cent en Haute-Égypte¹⁷.

12. Les carences en micronutriments, et en particulier en fer, sont particulièrement préoccupantes; en effet, 27 pour cent des enfants de 6 à 59 mois souffrent d'anémie, la plupart vivant dans les zones rurales ou les gouvernorats frontaliers. En outre, l'étude a révélé que 21 pour cent des filles et 17,5 pour cent des garçons âgés de 5 à 19 ans étaient anémiés, de même qu'un quart des femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) et 28,2 pour cent des femmes allaitantes¹⁸. Les parasitoses intestinales sont endémiques dans les zones rurales¹⁹ en raison du manque d'assainissement et d'hygiène.
13. Les taux d'allaitement maternel sont en baisse, et seuls 39 pour cent des nourrissons étant allaités exclusivement au sein durant leurs six premiers mois en 2014, contre 53 pour cent en 2008. La durée médiane de l'allaitement maternel exclusif est en diminution, quel que soit le lieu, le niveau d'instruction, la situation professionnelle ou le quintile de richesse: elle s'établissait à 1,8 mois en moyenne en 2014, contre 2,6 mois en 2008 et 3 mois en 2000²⁰. Ce recul contribue à l'aggravation de la malnutrition et des retards de croissance chez les enfants.
14. L'évaluation de la vulnérabilité des réfugiés réalisée en 2016 a montré que le régime alimentaire manquait de diversité pour 23 pour cent des ménages de réfugiés syriens, que la moitié d'entre eux ne consommaient pas de viande et que 68 pour cent ne consommaient pas des légumes riches en vitamine A en quantité suffisante. Bien que l'on ne dispose pas de données quant à la prévalence de l'anémie et des carences en micronutriments, les statistiques laissent entrevoir une aggravation du problème chez les réfugiés syriens²¹.
15. *Productivité et revenus des petits exploitants*. Plus de 55 pour cent de la population de l'Égypte vit en zone rurale où la petite agriculture est le principal moyen d'existence. Le secteur agricole représente 15 pour cent du PIB du pays et emploie 30 pour cent de la population. Près de 60 pour cent des paysans²² de Haute-Égypte possèdent une exploitation d'une superficie inférieure à un *feddan*²³. Si les activités agricoles sont principalement l'apanage des hommes, ce sont surtout les femmes qui se chargent de l'élevage familial de petits ruminants et de volailles. Le quart des travaux agricoles non rémunérés ou informels sont effectués par des femmes²⁴. Dans le rapport de synthèse²⁵, il est souligné que les paysans sont confrontés à de sérieuses difficultés qui font obstacle à l'accroissement de leurs revenus, dont le morcellement des terres, des possibilités de diversification des moyens d'existence limitées, le manque d'eau, les chocs liés au climat et l'accès limité aux financements, à la vulgarisation et aux marchés.
16. La stratégie nationale pour l'agriculture à l'horizon 2030 et la stratégie nationale d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophe élaborées par le Gouvernement donnent la priorité aux petits paysans et à la mise au point de dispositifs, de programmes et de mesures favorisant l'adaptation. Le renforcement des capacités des communautés à s'adapter au changement climatique et à gérer les ressources figure parmi les priorités du Gouvernement.

¹⁶ Enquête démographique et sanitaire en Égypte, 2014. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR302/FR302.pdf>.

¹⁷ CAPMAS. 2015. *National Household Income Expenditure and Consumption Survey*.

¹⁸ Enquête démographique et sanitaire en Égypte, 2014.

¹⁹ Youssef, A.I. et Uga, S. 2014. Review of Parasitic Zoonoses in Egypt. *Tropical Medicine and Health Journal* 42(1): 3–14.

²⁰ CAPMAS et UNICEF. 2016.

²¹ HCR et PAM. 2016. Évaluation de la vulnérabilité des réfugiés.

²² On ne dispose pas de données ventilées par sexe en ce qui concerne la propriété foncière et les paysans.

²³ Le *feddan* est une unité de mesure de la superficie qui correspond à 1,05 acre.

²⁴ CAPMAS. 2014. *Women and Men in Egypt*.

²⁵ Rapport de synthèse établi en 2017.

17. *Systèmes alimentaires durables.* L'Égypte est en déficit vivrier, et 60 pour cent du blé et du maïs consommés en 2016 étaient importés; par conséquent, le système alimentaire est à la merci des fluctuations des cours mondiaux des produits de base et de la disponibilité de réserves de change. Selon le rapport de synthèse, les principales menaces internes qui pèsent sur la pérennité de la disponibilité de produits alimentaires locaux sont l'accroissement démographique, la diminution de la superficie de terres disponible par habitant (sous l'effet de l'urbanisation, de la dégradation des sols et de la désertification), le manque d'eau, la faible productivité agricole, les pertes au niveau de la chaîne d'approvisionnement et les chocs liés au climat. Dans le cadre de la Vision 2030 définie par l'Égypte, un projet de mise en valeur de 4 millions d'acres a été lancé, la première phase portant sur 1,5 million de *feddans*.
18. Le changement climatique devrait se traduire par un recul sensible de la production alimentaire dans les dix ans qui viennent. Selon les estimations, cette diminution devrait atteindre 50 pour cent pour les fruits et légumes et 30 pour cent pour le blé, principalement sous l'effet de la hausse des températures, de l'accroissement des besoins en eau des cultures, de la diminution des quantités d'eau disponibles et de la multiplication des infestations parasitaires et des maladies, qui se traduira par une baisse de la productivité des cultures et de l'élevage.

Environnement macroéconomique

19. Face au ralentissement économique qui s'est produit après 2011, le Gouvernement a entrepris une série de réformes, parmi lesquels la mise en place d'une taxe à la valeur ajoutée, la libre fluctuation de la livre égyptienne et la réduction des subventions aux services d'utilité publique et aux carburants²⁶. Cependant, la dévaluation de la livre égyptienne intervenue en 2016 (de 8,8 à 18 EGP pour 1 dollar des États-Unis), motivée par le faible niveau des réserves de change, a contribué à relancer la hausse des prix des produits alimentaires et des articles non alimentaires. L'inflation, telle que mesurée au moyen de l'indice des prix à la consommation, a atteint 29,6 pour cent, tandis que la hausse de l'indice des prix des produits alimentaires a atteint début 2017 le niveau record de 38,6 pour cent.

Principaux liens intersectoriels

20. La mise en place d'une éducation universelle de qualité constitue un défi majeur; en effet, selon le rapport sur la compétitivité mondiale 2015 du Forum économique mondial, l'enseignement primaire égyptien se classe 116^{ème} sur 140 pays. Toutefois, des progrès sensibles ont été accomplis sur le plan de la réduction des inégalités entre les sexes; le taux de scolarisation net atteint 91 pour cent en primaire (ratio filles/garçons de 48/52) et 84 pour cent dans les écoles préparatoires²⁷ (ratio filles/garçons de 49/51)²⁸. En ce qui concerne les taux d'abandon, les différences entre les territoires et entre les sexes persistent au niveau préparatoire et dans le secondaire, principalement au détriment des filles et des enfants vivant en milieu rural. Le travail des enfants et les mariages précoces sont une cause fréquente d'abandon des études; en effet, parmi les femmes âgées de 18 à 22 ans, une sur six s'est mariée avant ses 18 ans²⁹.
21. La nouvelle Constitution égyptienne garantit l'égalité de tous les citoyens et proscrit toute forme de discrimination. Néanmoins, les inégalités entre les sexes et les normes sociales discriminatoires sont encore très répandues. Selon l'indice mondial mesurant les inégalités entre les sexes de 2017, l'Égypte se classe au 134^{ème} rang sur 144 pays en ce qui concerne les progrès accomplis sur la voie de la parité entre les sexes³⁰. On constate des différences notables sur le plan de la participation aux activités économiques et des possibilités en la matière, et en ce qui concerne l'émancipation et l'accès à un rôle de premier plan dans la sphère politique. En 2017, l'Égypte a élaboré une stratégie nationale en faveur de l'autonomisation des femmes qui met

²⁶ Banque mondiale. 2015. *Promoting Poverty Reduction and Shared Prosperity in Egypt, A Systematic Country Diagnostic*.

²⁷ Ministère de l'éducation, *Annuaire statistique 2014–2015*.

²⁸ UNICEF, statistiques 2016.

²⁹ Enquête démographique et sanitaire en Égypte, 2014.

³⁰ Forum économique mondial. 2017. *Global Gender Gap Report*.

l'accent sur l'émancipation politique, économique et sociale, la promotion de l'accès à des postes de responsabilité et la protection³¹.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

22. Le rapport de synthèse établi en 2017 fait état des failles suivantes:

- grande vulnérabilité des populations pauvres face aux variations des cours mondiaux des produits alimentaires en raison de la forte dépendance à l'égard des importations de vivres;
- inefficacité de la chaîne d'approvisionnement après-récolte, les pertes dépassant 40 pour cent pour certains légumes;
- manque d'interventions nutritionnelles et d'activités de sensibilisation inscrites dans la durée afin de populariser les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- grignotage des terres agricoles, faible croissance de la production végétale et animale, morcellement du foncier agricole et accès limité aux techniques et pratiques agricoles;
- inégalités, qui se manifestent par la participation limitée des femmes et des filles aux activités économiques et leur manque de perspectives, ce qui se traduit par des différences sur le plan de l'accès aux ressources et de leur contrôle, de l'influence et des prises de décisions, aussi bien au sein des ménages qu'à l'échelle des communautés;
- disponibilité limitée de données et d'informations différenciées en fonction du sexe concernant l'accès aux produits alimentaires, leur disponibilité et leur utilisation; et
- capacités institutionnelles limitées en matière de conception et de mise en œuvre efficace des mesures et des programmes;

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

23. La Vision 2030 définie par l'Égypte énonce les priorités nationales de développement en matière économique, sociale et environnementale. Ce plan poursuit les objectifs suivants: accroître le PIB par habitant afin d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, réduire la pauvreté et contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle; protéger les populations vulnérables et démunies en renforçant l'efficacité et en étendant le champ d'action des systèmes de protection sociale et de subvention, réduire les inégalités entre les couches de la société, les sexes et les générations et parvenir à une répartition équilibrée des services entre les territoires; et assurer une gestion efficace du foncier et de l'eau tout en améliorant la résilience face aux chocs liés au climat de manière à obtenir une production alimentaire durable.
24. Le Gouvernement reconnaît le rôle important que les femmes ont à jouer en tant que puissants moteurs de changement, et il a fait de leur émancipation sociale, politique et économique une priorité; en effet, il a élaboré une stratégie nationale en faveur de l'égalité et de l'autonomisation des femmes et entrepris de modifier la législation concernant les mariages précoces, le harcèlement sexuel et les successions.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

25. Le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement pour 2018-2022 a récemment été lancé avec le Gouvernement égyptien. Ce Plan comprend quatre domaines d'effets directs: développement économique équitable, justice sociale, développement durable et autonomisation des femmes.
26. En Égypte, le PAM collabore avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en ce qui concerne la protection des enfants, la nutrition, la sensibilisation, l'autonomisation des femmes et l'éducation en faveur des groupes de population les plus vulnérables. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM ont coprésidé le groupe des Nations Unies chargé des questions de sécurité alimentaire. Le PAM et l'Organisation internationale du travail (OIT) coopèrent en matière de lutte contre le travail des enfants en

³¹ Conseil national de la femme. 2017. National Strategy for Empowerment of Egyptian Women 2030.

Égypte. Pour venir en aide aux réfugiés, le PAM collabore avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Le PAM agit également en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel dans le cadre de l'initiative pour un commerce vert (*Green Trade Initiative*).

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

27. Au titre du programme de pays pour l'Égypte portant sur la période 2013–2017, le PAM a fourni des repas scolaires à 2,7 millions d'enfants vulnérables et membres de leur famille³², il a amélioré les moyens d'existence de près de 2 000 communautés de petits paysans ou de bédouins chaque année, et il a lutté contre la malnutrition.
28. En 2017, le PAM a mené une intervention pilote novatrice spécifiquement axée sur la nutrition portant sur les 1 000 premiers jours de vie, en partenariat avec le Ministère de la solidarité sociale, le Ministère de l'approvisionnement et du commerce intérieur et le Ministre de la santé et de la population afin de répondre aux besoins nutritionnels des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de 6 à 23 mois. C'était la première fois que ces trois ministères unissaient leurs forces pour collaborer avec le PAM.
29. Ce programme de pays a permis au PAM de renforcer la résilience des petits paysans face au changement climatique dans 43 villages de Haute-Égypte, au moyen d'interventions intégrées qui se sont traduites par un renforcement des capacités de production, une diversification des moyens d'existence et une amélioration de la gestion de l'eau et des terres. La réussite de cette contribution a été largement saluée, et elle sera amplifiée dans le cadre du présent plan stratégique de pays (PSP).
30. Pour renforcer la priorité accordée à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le PAM participe à l'élaboration d'une stratégie régionale en matière de problématique hommes-femmes, met au point un plan d'action afin de favoriser la prise en compte systématique de cette problématique, et met en place son Programme de transformation des relations entre les sexes. Il a entrepris de resserrer les partenariats avec le Conseil national de la femme et avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-femmes). Par ailleurs, le PAM a pris part aux consultations nationales portant sur une stratégie relative à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Les membres du personnel du PAM et de ses partenaires ont bénéficié de formations portant sur les inégalités entre les sexes et les activités de communication afin de renforcer leur aptitude à aborder la problématique hommes-femmes.
31. Depuis 2012, le PAM vient en aide aux Syriens réfugiés en Égypte qui sont en situation d'insécurité alimentaire, dans le cadre d'une opération d'urgence régionale suivie d'une intervention prolongée de secours et de redressement. Les aides en espèces polyvalentes du HCR et les bons d'alimentation du PAM ont représenté 59 pour cent des revenus des ménages, ce qui montre que les réfugiés dépendent de l'assistance pour satisfaire leurs besoins élémentaires. Un rapport a montré que le score de consommation alimentaire des réfugiés qui reçoivent une assistance du PAM restait stable d'une année sur l'autre, alors que la consommation alimentaire de ceux qui n'en bénéficiaient plus a chuté de 13 pour cent³³.

³² Statistiques du PAM pour 2017.

³³ Rapport normalisé sur les projets du PAM en Égypte, 2017.

32. Il ressort des consultations avec les parties prenantes et les enseignements tirés^{34,35} que le PAM doit renforcer le rôle irremplaçable qu'il joue auprès des pouvoirs publics en fournissant des conseils et une assistance technique en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle; se montrer plus attentif aux interventions prenant en compte la dimension nutritionnelle en s'attachant à renforcer les capacités des institutions nationales et des partenaires coopérants; amplifier les activités axées sur l'appui aux petits paysans et sur leur résilience face aux aléas climatiques; fédérer les interventions en cours dans le cadre d'un programme pilote axé sur les communautés; élaborer et mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources; et concevoir un dispositif de renforcement des capacités afin de permettre aux pouvoirs publics et aux autres parties prenantes d'atteindre l'ODD 2. Ces consultations ont permis de donner forme à ce PSP du PAM pour l'Égypte d'une durée de cinq ans, et les recommandations qui en sont issues sont prises en considération tout au long du présent document.

2.2 Potentialités pour le PAM

33. Le rapport de synthèse attire l'attention sur les domaines dans lesquels le PAM pourrait apporter une contribution notable à la réalisation des objectifs nationaux en menant les actions suivantes:
- compléter et renforcer le système de protection social mis en œuvre par les pouvoirs publics (notamment le programme national de repas scolaires), l'objectif à long terme étant de renforcer la résilience des populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité nutritionnelle;
 - porter assistance aux réfugiés et aux migrants venus de Syrie et d'autres pays;
 - appuyer et renforcer les capacités nécessaires à la mise en œuvre des stratégies et programmes nationaux concernant la nutrition;
 - s'appuyer sur l'expérience du PAM pour renforcer les capacités des petits exploitants agricoles et des Bédouins, afin qu'ils soient à même d'accroître leur productivité et d'améliorer leurs moyens d'existence et leur résilience face aux aléas climatiques en accédant aux techniques agricoles, aux informations et aux bonnes pratiques, aux installations d'entreposage et de transformation, aux marchés et aux services institutionnels;
 - renforcer la capacité des institutions à traduire les politiques en mesures concrètes et à améliorer les mécanismes servant à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité nutritionnelle;
 - s'attacher à favoriser l'autonomisation des femmes, des adolescents des deux sexes et des personnes handicapées grâce à l'appui aux moyens d'existence, à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences pratiques, afin d'élargir leurs perspectives sociales et économiques;
 - confronter les expériences, les techniques et les connaissances au sein de l'Égypte et avec les autres pays dans le cadre de la coopération Sud-Sud; et
 - mettre les compétences techniques spécialisées du PAM au service de l'analyse des causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et de la vulnérabilité afin de faciliter la formulation d'une politique fondée sur des éléments factuels.
34. Le PAM s'efforcera de s'attaquer aux disparités entre les sexes et entre les territoires et de faire en sorte que les groupes de population vulnérables comme les personnes âgées ou handicapées et les enfants bénéficient d'un accès équitable à l'assistance. Pour assurer la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes, le PAM associera les femmes et les hommes à la conception et au ciblage des activités prévues dans le cadre du PSP. Il concentrera son action sur les territoires les plus vulnérables, en particulier la Haute-Égypte et les gouvernorats frontaliers.

³⁴ Programme de pays Égypte 200238: "Leveraging National Capacity through Partnerships for Food and Nutrition Security (2013–2017): A Mid-term Evaluation of WFP's Operation from August 2015–July 2016".

³⁵ "Rapport succinct de l'évaluation de l'intervention lancée par le PAM pour faire face à la crise syrienne (2011–2014)".

2.3 Réorientations stratégiques

35. Le PAM a conscience que les solutions durables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle passent par le renforcement des capacités nationales permettant de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité et de faire face à des chocs et des crises transitoires qui compromettent les moyens d'existence. Le présent PSP met l'accent sur la réorientation en faveur d'un appui aux institutions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et la poursuite de l'intégration de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans toutes les activités programmées par le PAM.
36. La Vision 2030 définie par l'Égypte souligne l'importance de l'innovation et du développement des capacités. Le PAM aidera le Gouvernement à expérimenter de nouvelles initiatives afin d'accélérer la réalisation des ODD. En 2016, le PAM et le Gouvernement ont participé à la formation intensive organisée à Munich dans le cadre de l'Accélérateur d'innovations du PAM afin de planifier l'expérimentation de nouvelles activités concernant le programme de repas scolaires.
37. S'appuyant sur les recommandations formulées dans le rapport de synthèse, le PAM expérimentera des activités axées sur les moyens d'existence et la résilience dans les communautés vulnérables; il s'agit de proposer des perspectives en matière de moyens d'existence et d'emploi aux adolescents et aux ménages ciblés dans les zones rurales et urbaines, en particulier les ménages comprenant des femmes.
38. Conformément aux recommandations formulées dans le rapport de synthèse, le PAM diffusera plus largement les meilleures pratiques et les technologies afin de venir en aide aux petits paysans de Haute-Égypte et aux Bédouins des gouvernorats frontaliers et de renforcer les moyens d'action des communautés vulnérables. Ces interventions ont pour but d'augmenter la productivité et de permettre au pays d'être moins tributaire des importations de produits alimentaires. Les activités seront conçues de manière à favoriser la participation des femmes
39. Compte tenu des engagements pris par l'Égypte sur le plan international, et tout en continuant à fournir une assistance alimentaire aux réfugiés les plus vulnérables venus de Syrie et d'ailleurs, le PAM élargira son soutien à d'autres réfugiés et migrants venus de pays voisins. Tout en continuant d'apporter une aide directe visant à sauver des vies, il favorisera la résilience à long terme moyennant des activités de formation axées sur les moyens d'existence.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

40. Le Gouvernement a mis en place toute une série de stratégies afin de faciliter la réalisation des ODD. Sur les dix axes de la Vision 2030 définie par l'Égypte, trois – justice sociale, santé, transparence et efficacité des administrations publiques – correspondent étroitement au présent PSP. Celui-ci est axé sur les résultats stratégiques du PAM suivants: résultat stratégique 1: chacun a accès à la nourriture, résultat stratégique 2: personne ne souffre de malnutrition, résultat stratégique 4: les systèmes alimentaires sont durables, et résultat stratégique 5: les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD. En outre, il concorde avec le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement arrêté pour l'Égypte et contribue à la réalisation des ODD 2, 4, 13 et 17.
41. Conformément à la politique et au plan d'action du PAM pour l'égalité hommes-femmes, à sa politique en matière de protection, à sa politique environnementale et à sa stratégie relative à la responsabilité à l'égard des populations touchées, les enjeux transversaux tels que la problématique hommes-femmes, la protection et l'obligation de rendre des comptes seront prises en considération à toutes les étapes de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de ce PSP.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: En Égypte, les enfants et les familles exposés à l'insécurité alimentaire les plus vulnérables des zones cibles ont accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année

42. Le Gouvernement égyptien est déterminé à mettre en œuvre un programme de repas scolaires universel. Pour compléter le programme de repas scolaires national, le PAM ciblera les écoles des zones caractérisées par des taux d'abandon scolaire élevés et une forte insécurité alimentaire, en s'attachant à assurer l'accès à l'éducation des filles vulnérables. Il est prévu de mener des interventions complémentaires visant à améliorer la santé et la nutrition des élèves et de leur famille grâce à la modernisation des installations scolaires et à des campagnes de sensibilisation à la nutrition. Un appui technique sera apporté aux partenaires des pouvoirs publics afin d'améliorer le programme national de repas scolaires.
43. Le PAM continuera de fournir des moyens d'existence aux ménages ciblés, et en particulier aux femmes faisant partie de la famille des élèves des écoles communautaires. Il expérimentera des activités pilotes destinées à rapprocher les filles et les garçons issus des écoles communautaires des formations techniques et professionnelles afin d'améliorer leur aptitude à l'emploi et leurs perspectives en matière de revenu. Pour s'attaquer à la pauvreté en milieu urbain, qui constitue aux yeux du Gouvernement un problème important, le PAM entend expérimenter des activités associant assistance alimentaire assortie de conditions et amélioration des moyens d'existence pour les ménages ciblés, en particulier les femmes.
44. Cet effet direct correspond au troisième objectif de l'axe consacré à la justice sociale de la Vision 2030 définie par l'Égypte, et il figure parmi les objectifs du Plan stratégique pour l'enseignement pré-universitaire arrêté pour la période 2014–2030. Il concourt à l'obtention des résultats stratégiques 1, 2 et 5 du PAM et à la réalisation de l'ODD 4.

Domaines d'action privilégiés

45. Cet effet direct vise à remédier aux causes profondes de l'insécurité alimentaire, de la vulnérabilité et des insuffisances de l'éducation dans les communautés ciblées grâce aux repas scolaires, à des activités axées sur les moyens d'existence et à d'autres activités connexes.

Produits escomptés

46. Les produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les élèves reçoivent une collation nutritive quotidienne chaque fois qu'ils se rendent à l'école afin de favoriser l'assiduité et de contribuer à satisfaire leurs besoins nutritionnels essentiels (ODD 4).
 - Les élèves et les membres de leur famille qui font partie du groupe cible reçoivent une prestation mensuelle assortie de conditions afin de satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels et de maintenir les taux de scolarisation et d'assiduité, surtout pour les filles.
 - Les élèves bénéficient d'installations scolaires de meilleure qualité et d'un enseignement amélioré (ODD 4).
 - Les élèves bénéficient d'un programme de repas scolaires universel qui contribue à satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels (ODD 4).
 - Les familles des élèves des écoles communautaires ciblées, en particulier les femmes, reçoivent un appui axé sur les moyens d'existence qui améliore leur accès à l'alimentation.
 - Au sein des communautés rurales ou urbaines ciblées, les adolescents bénéficient d'une assistance alimentaire à condition de participer activement à des activités pilotes de renforcement des capacités, l'objectif étant d'améliorer leur aptitude à l'emploi et leurs perspectives de revenu et, par conséquent, leur sécurité alimentaire.
 - Les ménages vivant en milieu urbain ciblés bénéficient d'une assistance alimentaire à condition de participer activement à des activités pilotes de diversification des moyens d'existence et de renforcement des capacités afin d'améliorer leur accès à l'alimentation.

Activités essentielles

Activité 1: Appuyer et compléter les programmes de protection sociale mis en place par le Gouvernement afin de faire en sorte que les besoins alimentaires et nutritionnels des élèves soient satisfaits

47. Agissant en collaboration avec le Ministère de la solidarité sociale, le Ministère de l'éducation et d'autres parties prenantes, notamment des organisations non gouvernementales (ONG) locales, le PAM fournira aux élèves (âgés de 6 à 18 ans) des collations nutritives dans les écoles publiques et les écoles communautaires ciblées des communautés vulnérables. Les écoles communautaires sont généralement situées dans des zones rurales reculées afin d'inciter les familles à envoyer leurs enfants à l'école, en particulier les filles. Des prestations à emporter seront remises chaque mois aux élèves des écoles communautaires (60 pour cent de filles, 40 pour cent de garçons) et à leur famille, à condition que leur taux d'assiduité soit d'au moins 80 pour cent. Ces prestations accordées sous condition sont un moyen de valoriser l'éducation, en particulier pour les filles, et elles permettent de s'attaquer à des problèmes courants en zone rurale, comme les mariages précoces³⁶, le travail des enfants³⁷ ou les migrations irrégulières.
48. Pour compléter l'assistance alimentaire apportée dans les écoles communautaires, les enseignants et les parents bénéficieront d'une formation aux questions de nutrition, de santé de la reproduction, de préparation aux situations d'urgence, d'accès aux services financiers, d'égalité des sexes et de protection. Le PAM apportera également son appui à la modernisation des installations des écoles communautaires afin de proposer un environnement d'apprentissage sûr et sain. Dans les écoles communautaires, les installations sont souvent médiocres, avec un accès insuffisant à une eau propre et à des sanitaires. Ces interventions permettront d'améliorer les installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement et d'améliorer les conditions d'apprentissage afin de venir en aide aux garçons et aux filles qui continuent d'aller régulièrement à l'école.
49. Le PAM continuera de contribuer à l'amélioration de l'efficacité du programme national d'alimentation scolaire dans des domaines comme le suivi, l'élaboration des rapports, les chaînes d'approvisionnement et la nutrition.

Activité 2: Mettre en place des activités de renforcement des moyens d'existence et des capacités à l'intention des communautés urbaines et rurales, et plus particulièrement des adolescents

50. Dans les zones rurales, le PAM collaborera avec les ONG locales afin d'assurer la formation des familles des élèves des écoles communautaires, en particulier les femmes, à des compétences de gestion de petites entreprises et à des activités rémunératrices. En collaboration avec le Ministère de l'éducation, le Ministère de la main-d'œuvre, du commerce et de l'industrie, le Ministère de la solidarité sociale et les acteurs du secteur privé, le PAM expérimentera de nouvelles initiatives visant à développer les compétences des adolescents, garçons et filles, et il proposera aux ménages vivant en milieu urbain des activités visant à améliorer leur aptitude à l'emploi et leur potentiel de création de revenus.

Effet direct stratégique 2: En Égypte les réfugiés, les populations déplacées et les communautés d'accueil exposés à l'insécurité alimentaire ont accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année

51. Outre les réfugiés venus de Syrie, l'Égypte accueille des populations déplacées en provenance des pays voisins. Le PAM se concertera avec les intervenants pour fournir aux réfugiés et aux populations déplacées une assistance alimentaire générale non assortie de conditions. Étant donné que la situation des réfugiés syriens est appelée à se prolonger, et compte tenu des conclusions des études de faisabilité, le PAM mènera des activités de renforcement des moyens d'existence, des connaissances et des compétences de nature à favoriser l'autonomie. Ces activités seront également proposées aux communautés d'accueil dans le but d'éliminer les disparités, d'obtenir une meilleure cohésion sociale et d'assurer l'égalité d'accès à l'alimentation.

³⁶ Conseil national de la femme. 2017. *National Strategy for Empowerment of Egyptian Women 2030*.

³⁷ UNICEF. 2016. *La situation des enfants dans le monde*. New York.

52. La formation professionnelle, assurée dans le cadre d'activités Assistance alimentaire pour la formation, s'adressera en priorité aux femmes et aux jeunes. Le PAM s'associera avec des acteurs du secteur privé et des organismes des Nations Unies pour appuyer la formation professionnelle et le transfert de compétences techniques et de compétences de création d'entreprises, dans le but de stimuler la croissance du secteur privé et d'améliorer les moyens d'existence. Pour que les activités tiennent compte des besoins respectifs des hommes et des femmes, les bénéficiaires seront associés à la conception des projets.
53. L'effet direct stratégique 2 est conforme aux engagements souscrits par l'Égypte à l'égard de la Convention relative au statut des réfugiés (Convention de 1951) et du Protocole de 1967, de la Convention de 1969 de l'Organisation de l'Unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, et de la volonté de faire en sorte que nul ne soit laissé pour compte, telle qu'énoncée aux termes des ODD et réaffirmée dans le rapport de l'examen national volontaire sur la réalisation des ODD établi en 2016 par l'Égypte. Il concourt à l'obtention du résultat stratégique 1 du PAM.

Domaines d'action privilégiés

54. Cet effet direct est principalement axé sur les interventions face à une crise puisqu'il s'agit de faire en sorte de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des réfugiés, des populations déplacées et des populations d'accueil qui sont en situation d'insécurité alimentaire.

Produits escomptés

55. Les produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les réfugiés et les populations déplacées ciblés reçoivent une assistance alimentaire afin de pourvoir à leurs besoins alimentaires essentiels.
 - Les réfugiés, les populations déplacées et les communautés d'accueil ciblés reçoivent une assistance alimentaire subordonnée à leur participation à des activités de diversification des moyens d'existence et des revenus afin d'améliorer leur résilience.
 - Les filles et les femmes enceintes et allaitantes et leurs enfants de 6 à 23 mois faisant partie des réfugiés, des populations déplacées ou des communautés d'accueil reçoivent une assistance alimentaire afin de répondre à leurs besoins nutritionnels essentiels.

Activités essentielles

Activité 3: Fournir aux réfugiés, aux populations déplacées et aux communautés d'accueil une assistance alimentaire et nutritionnelle et leur proposer des activités propres à renforcer la résilience

56. Le PAM collaborera avec le Gouvernement, le HCR et d'autres parties prenantes pour faire en sorte de répondre aux besoins alimentaires essentiels des réfugiés et des populations déplacées venus de Syrie et d'autres pays voisins. Le PAM fournira une assistance alimentaire non assortie de conditions sous forme de bons-valeur attribués chaque mois, permettant aux bénéficiaires d'acheter différents produits alimentaires. Des transferts assortis de conditions seront fournis afin de répondre aux besoins nutritionnels spécifiques des filles et femmes syriennes et égyptiennes au deuxième et troisième trimestres de grossesse et des mères qui allaitent un enfant de moins de 2 ans, afin d'améliorer la consommation alimentaire et la diversité du régime alimentaire. Cette assistance est subordonnée à la présence à des visites mensuelles de suivi prénatal ou pédiatrique et au respect du calendrier vaccinal obligatoire pour les enfants âgés de 6 à 23 mois.
57. Les réfugiés, les populations déplacées et les membres des communautés d'accueil recevront des transferts de type monétaire sous réserve de leur participation à des activités de formation professionnelle visant à renforcer l'autonomie, la production de revenus et la résilience à long terme. Ces activités s'adresseront avant tout aux femmes, aux jeunes et aux associations de femmes, et elles seront adaptées en conséquence.

Effet direct stratégique 3: En Égypte, l'état nutritionnel des populations ciblées s'améliore d'ici à 2030

58. Le PAM contribuera à la réalisation des objectifs nutritionnels nationaux de lutte contre les retards de croissance et l'anémie au moyen de transferts alimentaires assortis de conditions attribués aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants âgés de 0 à 23 mois vulnérables en complément des cartes nationales de subvention alimentaire. Ces transferts alimentaires mensuels sont subordonnés à des visites régulières dans des centres de santé pour des soins prénatals et postnatals et des bilans de santé réguliers pour les enfants durant les 1 000 premiers jours de vie. Les activités viseront également à lutter contre le double fardeau de la malnutrition, notamment le surpoids et l'obésité qui sévissent au sein de certaines populations, l'accent étant mis sur l'élaboration d'une stratégie globale de communication destinée à faire évoluer la société et les comportements.
59. L'effet direct stratégique 3 correspond à l'axe sanitaire de la Vision 2030 définie par l'Égypte, qui porte sur l'amélioration de la santé des citoyens dans un contexte de justice et d'équité, et il concourt à l'obtention du résultat stratégique 2 du PAM.

Domaines d'action privilégiés

60. Cet effet direct est axé sur la lutte contre les causes profondes du double fardeau de la malnutrition, l'accent étant mis sur la prévention.

Produits escomptés

61. Les produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les femmes enceintes et allaitantes et les enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent une assistance alimentaire assortie de conditions et bénéficient de soins de santé maternelle et infantile essentiels afin de répondre à leurs besoins nutritionnels de base.
 - Les communautés ciblées bénéficient d'activités d'alphabétisation et de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements afin de renforcer les changements de comportement bénéfiques, dans le but d'améliorer la nutrition.

Activités essentielles

Activité 4: Appuyer et compléter les programmes mis en place par le Gouvernement au sein des communautés vulnérables sur le plan nutritionnel (l'accent étant mis sur les femmes enceintes et allaitantes et les enfants âgés de 6 à 23 mois), et soutenir des activités connexes comme les campagnes de sensibilisation

62. En coordination avec le Gouvernement, le PAM fournira une assistance alimentaire sous forme de transferts de type monétaire aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants âgés de 6 à 23 mois dans les zones cibles les plus vulnérables. Cette assistance alimentaire sera subordonnée à des consultations régulières dans les établissements de soin pour les besoins du suivi sanitaire et nutritionnel. Les bénéficiaires seront sélectionnés dans le cadre d'évaluations de la vulnérabilité menées en concertation avec les pouvoirs publics, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé. Les capacités techniques des partenaires publics seront renforcées lorsque le besoin s'en fait sentir.
63. Un programme complet d'activités de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements sera élaboré afin de renforcer les changements de comportement bénéfiques, dans le but d'améliorer la nutrition, en prenant en considération les besoins respectifs des femmes, des hommes, des filles, des garçons et des personnes handicapées. La lutte contre le double fardeau de la malnutrition fera l'objet d'une attention prioritaire. Le PAM élaborera des sessions de sensibilisation aux questions de nutrition qui seront intégrées aux activités d'alphabétisation des adultes et à d'autres supports.

Effet direct stratégique 4: En Égypte, les communautés de petits paysans et de Bédouins des gouvernorats ciblés disposent de moyens d'existence résilients d'ici à 2030

64. Dans le cadre d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs, le PAM viendra en aide aux communautés de petits paysans et de Bédouins de la Haute-Égypte et des gouvernorats frontaliers, où la vulnérabilité face aux chocs socioéconomiques et au changement climatique est à son maximum. En Haute-Égypte, les interventions visant à améliorer les moyens d'existence qui aident les paysans à accroître leur production, à réduire les pertes, à accéder aux marchés et à assurer la gestion des terres et de l'eau seront étendues aux 500 villages les plus pauvres.
65. L'effet direct stratégique 4 correspond à l'axe environnemental de la Vision 2030 définie par l'Égypte, à sa stratégie pour une agriculture durable à l'horizon 2030 et à la stratégie nationale d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophe. Il concourt à l'obtention du résultat stratégique 4 du PAM et à la réalisation de l'ODD 13.

Domaines d'action privilégiés

66. L'effet direct stratégique 4 est axé sur le renforcement de la résilience, qui permet de s'adapter aux effets du changement climatique, et sur l'appui aux moyens d'existence grâce à la création ou la remise en état d'actifs, aux transferts de technologies et à la diversification des revenus.

Produits escomptés

67. Les produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les communautés de petits paysans et de Bédouins vulnérables tirent parti des activités de diversification des moyens d'existence pour améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire.
 - Les communautés bédouines reçoivent une assistance alimentaire afin de créer ou de remettre en état des actifs, ce qui permet d'améliorer les moyens d'existence.
 - Les petits paysans tirent parti de l'amélioration des pratiques agricoles et des intrants ainsi que du renforcement des liens avec les marchés pour améliorer leur adaptation et leur résilience face aux effets du changement climatique (ODD 13).

Activités essentielles

Activité 5: Apporter un appui aux communautés vulnérables de petits paysans et de bédouins afin de renforcer leur résilience grâce à des transferts de technologies, à des formations axées sur l'accès aux marchés, à la diversification des moyens d'existence et à la création ou la remise en état d'actifs

68. En collaboration avec le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres, le PAM va introduire des techniques et des pratiques agricoles améliorées comme des cultures capables de résister à la chaleur, des méthodes d'irrigation plus performantes, des techniques de récolte et de traitement après-récolte abordables permettant de valoriser la production et de réduire les pertes, des services et du matériel vétérinaires et des machines agricoles peu coûteuses. Au titre de la diversification des moyens d'existence seront notamment mis en place des cultures de grande valeur, des cultures intercalaires et des mécanismes de prêt en faveur de la production animale. Le PAM diffusera des prévisions météorologiques permettant de prendre des mesures à un stade précoce, afin de favoriser l'adaptation au changement climatique. Des formules de prise en charge financière et de transfert des risques seront étudiées, et toutes les activités feront l'objet d'une analyse environnementale préalable afin d'éviter ou d'atténuer les risques d'atteinte à l'environnement.
69. Dans les communautés bédouines, le PAM soutiendra la création ou la remise en état d'actifs afin d'améliorer la gestion des ressources en eau, qui sont limitées, d'augmenter les capacités de production alimentaire et de mettre en place de nouveaux moyens d'existence. Les analyses environnementales préalables permettront de faire en sorte que les activités de création d'actifs soient conçues dans le respect de l'environnement et que tout risque écologique soit évité ou atténué.

70. Les hommes comme les femmes seront associés à la conception des activités afin de répondre à leurs besoins respectifs et de faire en sorte qu'ils bénéficient de possibilités équitables d'exercer des activités rémunératrices. Les activités de formation axées sur les moyens d'existence, la transformation après récolte, l'élevage et l'artisanat s'adresseront plus particulièrement aux femmes, de manière à améliorer leurs perspectives d'autonomisation et de création de revenus et à réduire les inégalités sur le plan économique.

Effet direct stratégique 5: En Égypte, la capacité des pouvoirs publics à cibler les populations vulnérables et leur porter assistance, et à partager leur expérience avec un certain nombre de pays afin d'atteindre l'objectif Faim zéro à l'horizon 2030 est renforcée

71. Le Gouvernement a établi que les insuffisances des capacités humaines et institutionnelles constituaient des obstacles de taille à la réussite de la mise en œuvre de la Vision 2030 définie par l'Égypte. Compte tenu de ce diagnostic et des recommandations formulées dans le rapport de synthèse, le PAM appuiera le renforcement des capacités des administrations publiques qui exercent une mission de premier plan dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la protection sociale. Il s'agira principalement d'améliorer les capacités institutionnelles en matière de recueil, de gestion et d'analyse des données (notamment les données géospatiales et les analyses différenciées en fonction de l'âge et du sexe), de renforcer les chaînes d'approvisionnement en collaborant à l'expérimentation d'activités innovantes, et de favoriser à tous les niveaux une analyse des politiques et des prises de décisions fondées sur des données probantes. Le PAM aidera les pouvoirs publics à faire partager leur expérience à l'échelle régionale comme au niveau mondial. Cette action permettra d'intensifier le renforcement des capacités en Égypte et ailleurs et de contribuer ainsi à l'élimination de la faim.
72. L'effet direct stratégique 5 correspond à l'axe relatif à la transparence et l'efficacité des administrations publiques de la Vision 2030 définie par l'Égypte, et il concourt à l'obtention du résultat stratégique 5 du PAM et à la réalisation de l'ODD 17.

Domaines d'action privilégiés

73. L'effet direct stratégique 5 est axé sur la lutte contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition moyennant le renforcement des capacités institutionnelles.

Produits escomptés

74. Les produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les pouvoirs publics égyptiens disposent de programmes et de dispositifs plus performants qui leur permettent de s'appuyer sur des éléments probants pour élaborer des politiques et cibler et exécuter des interventions de protection sociale et de renforcement de la résilience en faveur des communautés rurales et urbaines vulnérables.
 - Les pouvoirs publics sont mieux préparés à faire face aux chocs affectant la sécurité alimentaire en s'appuyant sur des systèmes intégrés d'information et d'aide à la décision.
 - Les pouvoirs publics bénéficient d'une organisation plus performante de la chaîne d'approvisionnement en produits alimentaires essentiels.
 - Les capacités des pouvoirs publics en matière d'enrichissement des denrées sont renforcées.
 - Les communautés ciblées bénéficient d'activités novatrices prises en charge au sein des écoles qui permettent de protéger l'accès à l'alimentation et de renforcer la résilience face aux chocs socioéconomiques et climatiques.
 - L'Égypte et un certain nombre de pays bénéficient de la confrontation des expériences et des connaissances à l'échelle régionale et mondiale dans le but de parvenir à éliminer la faim.

Activités essentielles

Activité 6: Assurer le renforcement des capacités institutionnelles des pouvoirs publics et mettre au point des solutions novatrices pour améliorer les programmes et les dispositifs de protection sociale et de renforcement de la résilience

75. Le PAM renforcera les capacités des pouvoirs publics concernés et appuiera l'élaboration de stratégies et de mesures dans le domaine de la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment en ce qui concerne la pauvreté urbaine et rurale et les personnes ayant des besoins particuliers. Il s'agira notamment d'améliorer l'efficacité des programmes de protection sociale, de mettre au point un dispositif national d'alerte rapide et d'intervention d'urgence associant de multiples parties prenantes pour faire face aux chocs socioéconomiques et aux catastrophes naturelles, et de renforcer les capacités des dispositifs de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition et des systèmes d'information.
76. Comme il est recommandé dans le rapport de synthèse, le PAM aidera le Ministère de l'approvisionnement et du commerce intérieur à procéder à une analyse des chaînes d'approvisionnement et des chaînes logistiques des produits d'intérêt stratégique; l'objectif sera de réduire les pertes de produits alimentaires lors de la manutention après récolte et d'optimiser les chaînes d'approvisionnement des détaillants afin d'en abaisser le coût et, au bout du compte, de réduire les prix des produits alimentaires pour les bénéficiaires. Fort des succès qu'il a déjà obtenus avec l'enrichissement de la farine de blé, le PAM entend relancer le programme national d'enrichissement des produits alimentaires afin de démultiplier les effets nutritionnels obtenus.
77. L'élaboration et l'expérimentation de solutions au problème de la faim permettent au PAM d'aider le Gouvernement à devenir le chef de file régional de l'innovation au service du développement. Pour donner suite à une recommandation formulée à l'occasion de l'examen à mi-parcours du programme de pays et à la concertation avec les intervenants, les écoles communautaires deviendront des espaces de prestation de services intégrés. Les communautés vulnérables auront la possibilité d'apprendre et de s'impliquer et elles bénéficieront de moyens d'existence améliorés et d'une sensibilisation aux questions de nutrition, en prenant en considération les besoins respectifs des femmes, des hommes, des personnes handicapées et des adolescents des deux sexes.

Activité 7: Faciliter la confrontation des connaissances et des techniques entre les pays à l'échelle régionale et mondiale afin d'atteindre des objectifs de développement communs

78. Le Gouvernement a fait part de sa volonté de confronter son expérience de l'action menée en faveur de l'élimination de la faim avec d'autres pays, à l'échelle du continent africain et de la planète. L'action menée par l'Agence égyptienne de partenariat pour le développement, qui est axée sur le transfert de connaissances et d'expérience en faveur des pays partenaires, illustre bien cette volonté. Le PAM appuiera les efforts entrepris pour renforcer la coopération Sud-Sud et mutualiser les connaissances, les expériences et les ressources entre les pays. Dans le cadre de l'Initiative en faveur des repas scolaires et de la protection sociale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le pays accueille le Centre international d'agriculture en Égypte, qui propose un appui technique et des activités de renforcement des capacités à des pays du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. L'Égypte devrait tirer profit des enseignements dégagés en matière d'amélioration de la protection sociale et d'accélération de la réalisation des ODD, et elle est également en mesure de contribuer au développement d'autres pays en faisant connaître les initiatives de développement qui ont porté leurs fruits et qu'il serait possible de reproduire afin d'améliorer les capacités institutionnelles.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

79. Ce PSP a été conçu avec la participation pleine et entière et à l'initiative des administrations publiques et d'autres partenaires, et il est conforme aux priorités nationales et aux cibles arrêtées aux termes de la Vision 2030 définie par l'Égypte, notamment en ce qui concerne l'égalité des sexes. L'objectif consiste à amplifier les interventions du PAM qui ont porté leurs fruits et à les faire concorder avec les plans et activités menés par les pouvoirs publics afin d'assurer leur intégration aux dispositifs nationaux de protection sociale. Lors de la définition des activités, des mesures de renforcement des capacités ont été intégrées à chaque effet direct stratégique afin de

faire en sorte que les compétences et outils nécessaires à la pérennisation des initiatives appuyées par le PAM soient disponibles au sein des organismes publics concernés. Le PAM s'efforcera d'encourager les pouvoirs publics et les autres partenaires à reprendre à leur compte la nécessité de pérenniser l'application des bonnes pratiques et les innovations, et il s'emploiera à favoriser leur extension à d'autres territoires.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

80. L'effet direct stratégique 1 profitera à 620 000 élèves âgés de 6 à 18 ans qui bénéficieront de repas scolaires, dont 120 000 élèves fréquentant une école communautaire (72 000 filles et 48 000 garçons) et 500 000 élèves de l'école publique (275 000 filles et 225 000 garçons). Les élèves qui fréquentent une école communautaire recevront des prestations à emporter sous forme de transferts alimentaires en nature (40 pour cent) ou de transferts de type monétaire (60 pour cent), dont tireront profit les membres de leur famille, soit 480 000 personnes supplémentaires (288 000 femmes ou filles et 192 000 hommes ou garçons).
81. Parallèlement à la fourniture de repas scolaires, les locaux de 1 000 écoles communautaires seront mis aux normes minimales acceptables, l'accent étant mis sur l'amélioration des sanitaires. En outre, 9 000 enseignants et responsables des écoles communautaires bénéficieront d'activités de formation concernant l'éducation nutritionnelle, la préparation aux situations d'urgence, la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes, les technologies, la mobilisation des communautés et les actions de sensibilisation.
82. Le PAM proposera à 75 000 membres des familles des élèves des écoles communautaires, en particulier des femmes, des activités axées sur les moyens d'existence et le renforcement des capacités. Il expérimentera également des activités axées sur les moyens d'existence dans 20 000 ménages urbains (dont bénéficieront 60 000 femmes et filles et 40 000 hommes et garçons) et à l'intention de 20 000 adolescents; l'objectif sera d'améliorer les compétences des bénéficiaires, afin d'augmenter leurs chances d'exercer une activité rémunératrice. Ces interventions pilotes feront une large place aux activités Vivres pour la formation, puisque les transferts seront obtenus à condition de suivre une formation visant à améliorer les moyens d'existence et les compétences professionnelles et pratiques.
83. Au titre de l'effet direct stratégique 2, le PAM fournira une assistance alimentaire non assortie de conditions à 75 000 personnes déplacées et réfugiés syriens (49 pour cent de femmes et 51 pour cent d'hommes) sous forme de bons-valeur mensuels d'un montant total de 24,2 dollars par personne. Pour fournir cette assistance alimentaire, le PAM tiendra compte des besoins respectifs des nourrissons, des filles, des garçons, des femmes, des hommes et des personnes en mauvaise santé. Des bons mensuels supplémentaires d'une valeur de 22 dollars³⁸ seront attribués à 40 000 filles et femmes enceintes et allaitantes réfugiées et déplacées (8 000 par an) afin de faire en sorte qu'elles aient accès à l'alimentation et d'améliorer leur état nutritionnel. Sur toute la durée du PSP, un appui aux moyens d'existence, sous forme d'activités de formation professionnelle et de subsides, sera accordé à 18 000 femmes et filles et 12 000 hommes et garçons appartenant aux populations réfugiées ou déplacées ainsi qu'aux communautés d'accueil, y compris ceux qui ne bénéficient pas de l'assistance alimentaire générale. Au titre des activités axées sur les moyens d'existence, une collaboration sera menée avec les pouvoirs publics et le secteur privé afin de créer des perspectives d'emploi et de mettre en place des circuits de commercialisation des produits, en particulier à l'intention des femmes et des jeunes. Les participants recevront des transferts en espèces de 121 dollars par ménage s'ils assistent aux sessions de formation.
84. Au titre de l'effet direct stratégique 3, 100 000 femmes enceintes et allaitantes ainsi que leurs enfants bénéficieront d'une assistance sous forme de bons-valeurs assortis de conditions d'un montant total de 10 dollars par personne et par mois. Afin d'assurer la pérennisation de cette intervention, la composition de l'assortiment alimentaire nutritif a été décidée en collaboration

³⁸ Ce montant est calculé sur la base du coût d'un assortiment alimentaire type conçu pour fournir des aliments nutritifs aux filles et femmes enceintes et allaitantes, la valeur des éléments qui composent cet assortiment étant évaluée au prix du marché.

avec le Ministère de la santé et de la population et le Ministère de l'approvisionnement et du commerce intérieur, à partir d'une liste de produits subventionnés disponibles dans les points de vente prévus à cet effet. La composition et le coût de cet assortiment seront réexaminés en prenant en considération les résultats de l'expérimentation de l'activité nutritionnelle axée sur les 1 000 premiers jours. En levant les obstacles financiers, le PAM permettra aux femmes, notamment lorsqu'elles sont enceintes ou qu'elles allaitent, de se procurer des aliments nutritifs auprès des détaillants locaux du réseau de vente de produits subventionnés, afin de prévenir la malnutrition pour elles-mêmes ainsi que pour leurs nourrissons et leurs jeunes enfants. En outre, 20 000 ménages vivant en zone urbaine ou rurale bénéficieront d'interventions nutritionnelles menées en partenariat avec les principaux intervenants. Ces interventions comprendront des activités d'alphabétisation, de sensibilisation aux questions de nutrition et de renforcement des capacités.

85. Au titre de l'effet direct stratégique 4, 1 600 ménages bédouins (4 400 hommes et garçons et 3 600 femmes et filles) vivant dans les gouvernorats frontaliers bénéficieront d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs. En Haute-Égypte, le PAM ciblera les 500 villages les plus pauvres, dans lesquels 1 million de petits paysans et de membres de leur famille bénéficieront d'activités portant sur la diversification des moyens d'existence, la formation à l'accès aux marchés et l'amélioration des pratiques agricoles, entre autres.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
Effet direct stratégique	Activités	Femmes/ filles	Hommes/ garçons	Total
1	Activité 1: Repas scolaires (collations à l'école pour les élèves et prestations à emporter pour les élèves des écoles communautaires et leur famille)	635 000	465 000	1 100 000
	Activité 2: Moyens d'existence (adolescents et ménages urbains recevant des transferts de type monétaire en échange de leur participation à des activités de formation)	72 000	48 000	120 000
2	Activité 3: Appui aux réfugiés, aux populations déplacées et aux communautés d'accueil (assistance alimentaire générale pour les réfugiés, transferts de type monétaire pour les filles et femmes enceintes et allaitantes et transferts de type monétaire subordonnés à la participation à des activités relatives aux moyens d'existence)	94 975	50 025	145 000
3	Activité 4: Appui nutritionnel (transferts de type monétaire en faveur des femmes enceintes et allaitantes)	100 000	–	100 000
4	Activité 5: Activités d'assistance alimentaire (en nature, en faveur des Bédouins)	3 600	4 400	8 000
Total		905 575	567 425	1 473 000

Note: Dans les totaux, les bénéficiaires qui participent à plusieurs activités ne sont comptabilisés qu'une fois (par exemple, les élèves des écoles communautaires qui bénéficient à la fois de collations à l'école et de prestations à emporter).

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

86. Le PAM achète les vivres à des producteurs locaux, y compris les collations enrichies servies à l'école dans le cadre des activités de repas scolaires et le riz et l'huile pour les prestations mensuelles en nature fournies parallèlement aux repas scolaires. Au titre de l'effet direct stratégique 4, une assistance alimentaire en nature sous forme d'huile végétale et de farine de blé enrichies sera fournie chaque trimestre aux communautés bédouines en échange de leur participation à des activités de création d'actifs et de renforcement des capacités individuelles.
87. Les transferts de type monétaire s'imposent de plus en plus comme la formule privilégiée en raison de leur souplesse et de la résilience des marchés égyptiens, car ils permettent aux bénéficiaires de se procurer un assortiment alimentaire diversifié. En ce qui concerne les prestations à emporter au titre de l'effet direct stratégique 1, des bons-valeur (10 dollars par famille et par mois) seront utilisés en lieu et place de l'assistance en nature, ce qui permettra d'injecter des liquidités dans l'économie et les marchés locaux. Dans le cadre du précédent programme de pays, 20 pour cent des prestations à emporter étaient fournies sous forme de transferts de type monétaire; conformément aux recommandations formulées à l'issue de l'évaluation du programme de pays menée en 2016, cette proportion a été portée à 60 pour cent. Les bons-valeur distribués au titre de l'effet direct stratégique 1 peuvent être échangés dans des petits commerces de détail. Les magasins participants sont choisis sur la base d'une évaluation de leur capacité, de la couverture géographique, de la disponibilité des produits alimentaires et des préférences des bénéficiaires. Des mesures sont prises pour inscrire des femmes sur la liste des commerçants sélectionnés et leur donner les mêmes chances d'accroître leurs revenus en exerçant une activité de commerce de détail s'adressant aux bénéficiaires de l'assistance du PAM.
88. Étant donné que la plupart des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés d'accueil appelés à bénéficier d'une assistance au titre de l'effet direct stratégique 2 vivent en zone urbaine, cette assistance prendra la forme de bons-valeur qui peuvent être échangés dans des supermarchés appartenant à des chaînes importantes. Il est avéré que les bons électroniques fournis aux réfugiés syriens ont contribué à leur sûreté et leur sécurité en supprimant les longues files d'attente et la multiplication des déplacements nécessaires pour recevoir une assistance. De même, au titre de l'effet direct stratégique 3, les femmes enceintes et allaitantes reçoivent des bons-valeur, mais dans ce cas, le PAM collabore avec les pouvoirs publics pour compléter les cartes de subvention déjà en place. Cette intervention s'appuie sur les infrastructures nationales existantes, dont un vaste réseau de détaillants qui maille l'ensemble du territoire du pays. Par conséquent, la formule utilisée pour cette activité contribue à en favoriser l'appropriation et la pérennisation et, le moment venu, elle facilitera le transfert aux pouvoirs publics.
89. Les modalités de transfert seront adaptées périodiquement, de manière à préserver le pouvoir d'achat des bénéficiaires et à faire converger les activités avec les programmes mis en place par les pouvoirs publics. La distribution d'espèces à la place des bons-valeur sera envisagée, ainsi que la possibilité de recourir aux transferts de type monétaire en lieu et place de la distribution de produits alimentaires au titre des effets directs stratégiques 1 et 4. La solution de l'assistance alimentaire en nature restera possible en situation d'urgence.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

	Effet direct stratégique 1					Effet direct stratégique 2			Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4
	Activité 1			Activité 2		Activité 3			Activité 4	Activité 5
Type de bénéficiaires	Élèves	Élèves des écoles communautaires et membres de leur famille (prestations à emporter)		Adolescents	Ménages urbains	Ménages de réfugiés (assistance alimentaire générale)	Participants aux activités Vives pour la formation	Filles et femmes enceintes et allaitantes	Femmes enceintes et allaitantes	Bédouins (Assistance alimentaire pour la création d'actifs)
Modalité	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires			
Céréales		66,67								222,22
Aliments composés et mélanges	80									
Huiles et matières grasses		6,13								18,4
Total kcal/jour	360	288								977
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)			0,07	0,81	0,16	0,81	0,16	0,73	0,33	
Nombre de jours d'alimentation par mois	22	30	30	30	30	30	30	30	30	30

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR

Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	29 600	13 027 582
Légumes secs	-	-
Huiles et matières grasses	2 716	3 445 545
Aliments composés et mélanges	34 272	69 296 840
Autres	-	-
Total (produits alimentaires)	66 588	85 769 967
Transferts de type monétaire		198 934 320
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)		284 704 287

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

90. Le présent PSP met l'accent sur le renforcement des capacités des institutions qui jouent un rôle important en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en Égypte. L'effet direct stratégique 5 est axé sur le renforcement des capacités aux niveaux local et national moyennant l'amélioration des éléments probants, des dispositifs et des politiques. L'activité 7 est axée sur la mutualisation des connaissances entre l'Égypte et les autres pays du Sud, la promotion de la coopération Sud-Sud ou triangulaire et une mise en commun plus facile des expériences, des connaissances, des compétences et des meilleures pratiques afin de favoriser l'élimination de la faim. Globalement, le rôle du PAM à l'égard de la coopération Sud-Sud ou triangulaire est en pleine évolution: il s'agit de renforcer les capacités nationales, de mobiliser de nouvelles sources de financement et de susciter l'innovation. Le PAM entend chercher à favoriser les partenariats présentant des avantages pour toutes les parties entre l'Égypte, les pays voisins, d'autres États intéressés et les organisations multilatérales africaines comme le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique ou la Commission de l'Union africaine et il a l'intention de s'associer aux travaux de l'Agence égyptienne de partenariat pour le développement.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

91. En Égypte, la fluctuation des prix des produits alimentaires, due à une forte inflation, et la poursuite de la réforme des marchés et de l'économie constituent les défis les plus importants pour la chaîne d'approvisionnement. Pour atténuer ces risques, le PAM achètera des produits alimentaires "livrés à destination". Afin d'atténuer le risque de fluctuation des prix, de sécuriser les stocks et de réduire les délais, le PAM mettra en place des contrats à long terme modulables, et il prépositionnera des vivres dans les entrepôts de ses partenaires. Préférer les transferts de type monétaire aux distributions de vivres permet également d'atténuer les risques, car il est facile de se procurer des vivres sur les marchés. Le PAM procédera à des évaluations régulières du commerce de détail dans les zones cibles afin d'établir s'il est nécessaire d'améliorer encore la chaîne d'approvisionnement des détaillants.

92. Le Gouvernement donne la priorité à l'amélioration des capacités institutionnelles et opérationnelles à tous les maillons des chaînes d'approvisionnement de ses programmes de protection sociale et de subvention et de son programme national de repas scolaires. Le PAM aidera le Ministère de l'approvisionnement et du commerce intérieur à rationaliser ses chaînes d'approvisionnement en produits alimentaires subventionnés afin de gagner en efficacité, de limiter les pertes autant que possible et de réduire les coûts.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

93. En 2016, le PAM a commencé à mettre en place une nouvelle structure des effectifs, suivant les recommandations formulées à l'issue d'un examen de la structure existante. Il a constitué une équipe nationale solide au sein de laquelle chaque unité est dirigée par un administrateur national chevronné. Pour mettre en œuvre le présent PSP, le PAM a déjà désigné cinq administrateurs nationaux chargés de piloter les activités concourant à chacun des effets directs stratégiques.

94. Étant donné que la vulnérabilité est plus marquée en Haute-Égypte qu'ailleurs et que de nombreuses activités relevant du PSP seront mises en œuvre dans cette région, le PAM étudie la possibilité d'ouvrir un bureau auxiliaire en Haute-Égypte. Il serait de la sorte en meilleure position pour apporter son assistance et se concerter avec les fonctionnaires et les interlocuteurs de cette région, afin de mettre toutes les chances de son côté pour atteindre ses objectifs.

4.5 Partenariats

95. D'un point de vue stratégique, le partenariat le plus important est celui que le PAM a noué avec le Gouvernement égyptien; il s'agit d'appuyer la mobilisation de ressources en faveur des activités du PAM et leur mise en œuvre. Le Ministère de l'investissement et de la coopération internationale, qui milite activement pour mobiliser les donateurs, supervise les accords conclus avec eux, notamment le programme de conversion de dette établi avec le Gouvernement allemand et le Gouvernement italien au titre des effets directs 1 et 3. Le PAM a signé un certain nombre d'accords de collaboration avec des entités publiques égyptiennes, ce qui garantit la cohérence de l'orientation stratégique. Les administrations partenaires sont le Ministère de la solidarité sociale, le Ministère de l'éducation, le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres,

le Ministère de la santé et de la population et le Ministère de l'approvisionnement et du commerce intérieur, entre autres.

96. Par ailleurs, le PAM considère que l'intensification des rapports qu'il entretient avec des entités du Sud est l'occasion de renforcer les partenariats fondés sur les relations Sud-Sud, notamment dans le cadre de la coopération avec le Gouvernement chinois et celui de la République de Corée, ainsi qu'avec des entités privées basées en Égypte. Le PAM a l'intention de collaborer étroitement avec des organismes qui représentent le monde du Sud-Sud comme la Banque africaine de développement ou le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, l'objectif étant de faire de l'action qu'il mène en Égypte un exemple pour les pays voisins.
97. Les organismes des Nations Unies partenaires sont notamment l'UNICEF, avec lequel le PAM a signé un accord de collaboration officiel dans des domaines comme la protection de l'enfance, la nutrition et l'éducation en faveur des groupes de population vulnérables, et la FAO, aux côtés de laquelle le PAM assure la direction des activités menées par les Nations Unies en Égypte en matière de sécurité alimentaire. Le PAM, qui collabore avec l'OIT pour améliorer la concertation en ce qui concerne le travail des enfants, entend renforcer les partenariats qu'il a noués avec l'OIT, la FAO et l'UNICEF; il a également l'intention d'intensifier la collaboration avec le HCR, avec lequel il travaille sur les questions de migration. D'autres champs de collaboration seront déterminés avec l'Organisation internationale pour les migrations, l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

98. Le PAM veillera à ce qu'un dispositif de suivi et d'évaluation rigoureux soit en place. Les contrôleurs du PAM présents sur le terrain assurent le suivi des processus, des produits et des effets directs avant, pendant et après les distributions dans les gouvernorats ciblés. Afin de recueillir sur le terrain des données intéressantes la problématique hommes-femmes, des entretiens en tête à tête seront menés avec différents bénéficiaires, dont des enseignants, des enfants, des parents et des femmes enceintes et allaitantes.
99. Les indicateurs de mesure des effets directs, des produits et des processus seront recueillis, analysés et transmis en coopération avec les représentants des pouvoirs publics. Des activités de suivi conjointes seront menées avec les pouvoirs publics afin d'assurer la concertation, l'appropriation, la transparence et la responsabilisation. Des rapports de suivi semestriels et trimestriels rendant notamment compte de la problématique hommes-femmes seront établis et communiqués à différents partenaires et intervenants.
100. Pour les activités s'adressant aux réfugiés, un suivi des effets directs des distributions sur la sécurité alimentaire sera fait chaque trimestre sous forme d'enquête téléphonique. Les données compilées seront validées au moyen de discussions de groupe auxquelles participeront aussi bien des hommes que des femmes. Les évaluations de la vulnérabilité des réfugiés en Égypte menées chaque année permettront de mesurer les effets de l'assistance alimentaire et des interventions axées sur les moyens d'existence sur la situation économique des réfugiés syriens et sur la cohésion sociale.
101. Les besoins en matière de capacités de suivi et d'évaluation seront analysés et recensés afin que les partenaires coopérants et les administrations partenaires donnent des éléments permettant de planifier l'assistance technique dans leurs domaines d'intervention prioritaires, tout en assurant l'appropriation et la pérennité à long terme.

102. Conformément aux engagements souscrits par le PAM en matière de responsabilité envers les populations touchées, l'organisation de concertations régulières et la communication des informations constitueront un aspect essentiel du présent PSP³⁹. Le PAM s'efforcera de faire en sorte que les bénéficiaires et les membres des communautés rendent compte de tout problème rencontré grâce à un service d'assistance téléphonique conforme au guide de la protection et de la confidentialité des données personnelles établi par le PAM (*Guide to Personal Data Protection and Privacy*). Les observations des personnes vulnérables (femmes, filles, hommes et garçons) feront l'objet d'une attention prioritaire
103. Le PAM s'est engagé à procéder à un examen à mi-parcours en 2019, accompagné d'examen et d'évaluations décentralisées portant sur la problématique hommes-femmes, les modalités de transfert et les moyens d'existence. Les enseignements tirés éclaireront les activités programmées et favoriseront l'amplification des activités pilotes qui ont porté leurs fruits. Une évaluation centralisée du portefeuille de pays est prévue pour 2021, en coordination avec le bureau régional et le Bureau de l'évaluation du PAM.

5.2 Gestion des risques

Risques programmatiques

104. Le principal risque programmatique a trait à la mobilisation de ressources suffisantes pour financer les activités dans la durée. Pour atténuer le risque de déficit de financement, le PAM collaborera sans relâche avec le Gouvernement, les donateurs et la communauté internationale, y compris le secteur privé. Une stratégie de mobilisation de ressources a été mise au point pour étudier les différents flux de financement des donateurs actuels, élargir la base de donateurs – en s'adressant en particulier au secteur privé et aux fondations – et intensifier les activités de collecte de fonds menées conjointement avec d'autres organismes des Nations Unies.

Risques contextuels

105. L'Égypte a subi un afflux de réfugiés et de migrants provoqué par l'instabilité politique qui règne dans l'ensemble de la région. On ne sait pas au juste si cette situation va s'améliorer ou si le nombre de réfugiés et de migrants va évoluer. Le PAM conservera les moyens et la souplesse nécessaires pour répondre à toute évolution de ce nombre. En outre, il collaborera avec les pouvoirs publics et les partenaires pour suivre les évolutions afin d'assurer l'efficacité de l'assistance.
106. La forte dévaluation de la livre égyptienne et les fluctuations des prix des produits alimentaires de base qui ont suivi constituent un autre risque lié au contexte. Pour atténuer ce risque, le PAM se tournera de plus en plus vers les transferts de type monétaire, étant donné qu'il est facile de se procurer des vivres sur les marchés égyptiens et que le montant des bons-valeur peut être adapté pour préserver le pouvoir d'achat.

³⁹ Le PAM diffuse les informations relatives à la nutrition, la santé et la problématique hommes-femmes auprès des bénéficiaires et des communautés dans le cadre de campagnes et de séances de sensibilisation et au moyen de prospectus, de dépliants et d'affiches. Il existe aussi un mécanisme de transmission d'observations par l'intermédiaire des ONG et grâce à une permanence téléphonique.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

Catégorie de coûts	Année 1 2018	Année 2 2019	Année 3 2020	Année 4 2021	Année 5 2022	Année 6 2023	Total
Valeur des transferts	38 803 240	78 457 064	72 087 374	73 567 355	74 458 708	37 543 656	374 917 397
Coûts de transfert	1 849 615	3 580 549	3 607 025	3 634 296	3 633 635	1 844 233	18 149 354
Coûts de mise en œuvre	1 753 025	3 497 283	3 236 942	3 320 755	3 394 599	1 805 732	17 008 335
Coûts d'appui directs ajustés	1 502 157	3 108 441	3 157 393	3 519 992	3 286 290	1 680 168	16 254 442
Coûts directs pour le PAM	43 908 037	88 643 337	82 088 734	84 042 399	84 773 232	42 873 790	426 329 528
Coûts d'appui indirects	2 854 022	5 761 817	5 335 768	5 462 756	5 510 260	2 786 796	27 711 419
Total	46 762 059	94 405 154	87 424 501	89 505 154	90 283 492	45 660 586	454 040 947

6.2 Perspectives de financement

107. Les perspectives de financement se fondent sur l'expérience de la mise en œuvre du programme de pays actuel, de l'opération d'urgence régionale et de l'intervention prolongée de secours et de redressement. Pour le présent PSP, les prévisions de financement tablent avant tout sur la prolongation de l'appui de longue date que le PAM reçoit des principaux donateurs et partenaires privés, mais aussi sur l'élargissement de la base de donateurs et la diversification des flux de financement des donateurs actuels. Pour le précédent programme de pays, les financements provenaient de différentes sources, notamment le secteur privé, des fondations, des fonds et des donateurs publics comme le Canada, l'Union européenne, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis d'Amérique. Actuellement, l'Union européenne fournit la part la plus importante des ressources financières à l'appui des activités en cours qui relèveront de l'effet direct stratégique 1 dans le cadre du PSP. Le Ministère de l'investissement et de la coopération internationale a fait part de sa volonté d'aider le PAM dans son action de mobilisation de ressources, ce qui atteste de manière décisive de l'appui qu'il apporte au PSP.
108. Le PAM a également dialogué avec des représentants des donateurs actuels et potentiels en Égypte, à la suite de quoi des donateurs ont manifesté leur intérêt à l'idée d'apporter leur concours au PSP. La coordination actuellement engagée avec le Bureau régional du Caire, le Siège du PAM et les bureaux du PAM dans les pays donateurs permet d'optimiser cette action de mobilisation de ressources. La collecte de fonds destinés à financer l'effet direct stratégique 2 bénéficie d'une action concertée de mobilisation de ressources régionales à l'appui de l'intervention Syrie+5. Conformément à la politique relative à la problématique hommes-femmes adoptée par le PAM, 15 pour cent des ressources financières des projets seront affectés à des activités favorisant l'égalité des sexes.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

109. La stratégie de mobilisation des ressources, élaborée en tirant parti des relations étroites que le PAM entretient avec le Gouvernement égyptien, comporte trois grands axes. Le PAM collabore avec des administrations publiques comme le Ministère de l'investissement et de la coopération internationale, le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres, le Ministère de la solidarité sociale, le Ministère de l'approvisionnement et du commerce intérieur et le Ministère de la santé et de la population afin de nouer des relations solides dans le cadre de projets tripartites, dont le projet pluriannuel portant sur les repas scolaires engagé avec le Gouvernement et l'Union européenne est un exemple. Le PAM collabore aussi d'ores et déjà avec le

Gouvernement en matière de conversion de dettes en programmes de développement, ce qui permet également de développer les relations tripartites. Fort de l'appui du Gouvernement, le PAM adoptera une démarche qui consiste à:

- promouvoir et entretenir les relations avec les partenaires publics actuels, à savoir le Canada, l'Union européenne, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis, et avec des entités privées comme Vodafone et PepsiCo, tout en renouant avec d'anciens donateurs;
- s'adresser à de nouveaux donateurs dont les intérêts convergent avec l'action du PAM en Égypte, comme la Chine, les États du Golfe et les fondations privées, en s'attachant à nouer des relations et à repérer des synergies; et
- s'inscrire dans une démarche de coopération Sud-Sud pour mobiliser des ressources, de concert avec le Gouvernement et les organismes qui concentrent leur action sur les pays du Sud, à l'instar de la Banque africaine de développement.

110. Le PAM a entrepris d'explorer différents flux de financement de donateurs qui financent habituellement des interventions humanitaires en Égypte, comme le Japon ou les pays nordiques, dans le but de les impliquer plus largement. Il cherche également à faire appel à des financements communs ou thématiques comme le Fonds vert pour le climat ou le Fonds pour l'adaptation. Le PAM continuera de rechercher des synergies avec des entités multilatérales et des banques de développement comme la Banque mondiale.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR L'ÉGYPTE (2018-2023)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à la nourriture

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: En Égypte, les enfants et les familles exposées à l'insécurité alimentaire les plus vulnérables des zones cibles ont accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante
Domaine d'action privilégié causes profondes

Hypothèses

Le PAM maintient de bonnes relations avec le Ministère de l'éducation et le Ministère de la solidarité sociale et aligne ses programmes sur les plans nationaux.

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Taux de scolarisation

Taux de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Taux de poursuite des études

Activités et produits

2. Mettre en place des activités de renforcement des moyens d'existence et des capacités à l'intention des communautés urbaines et rurales, et plus particulièrement des adolescents (Renforcement des capacités individuelles)

Au sein des communautés rurales ou urbaines ciblées, les adolescents bénéficient d'une assistance alimentaire à condition de participer activement à des activités pilotes de renforcement des capacités, l'objectif étant d'améliorer leur aptitude à l'emploi et leurs perspectives de revenu et, par conséquent, leur sécurité alimentaire (A: Ressources transférées)

Au sein des communautés rurales ou urbaines ciblées, les adolescents bénéficient d'une assistance alimentaire à condition de participer activement à des activités pilotes de renforcement des capacités, l'objectif étant d'améliorer leur aptitude à l'emploi et leurs perspectives de revenu et, par conséquent, leur sécurité alimentaire (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les familles des élèves des écoles communautaires ciblées, en particulier les femmes, reçoivent un appui axé sur les moyens d'existence qui améliore leur accès à l'alimentation (A: Ressources transférées)

Les familles des élèves des écoles communautaires ciblées, en particulier les femmes, reçoivent un appui axé sur les moyens d'existence qui améliore leur accès à l'alimentation (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les ménages vivant en milieu urbain ciblés bénéficient d'une assistance alimentaire à condition de participer activement à des activités pilotes de diversification des moyens d'existence et de renforcement des capacités afin d'améliorer leur accès à l'alimentation (A: Ressources transférées)

Les ménages vivant en milieu urbain ciblés bénéficient d'une assistance alimentaire à condition de participer activement à des activités pilotes de diversification des moyens d'existence et de renforcement des capacités afin d'améliorer leur accès à l'alimentation (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

1. Appuyer et compléter les programmes de protection sociale mis en place par le Gouvernement afin de faire en sorte que les besoins alimentaires et nutritionnels des élèves soient satisfaits (Repas scolaires)

Les élèves bénéficient d'un programme de repas scolaires universel qui contribue à satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les élèves bénéficient d'installations scolaires de meilleure qualité et d'un enseignement amélioré (L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

Les élèves reçoivent une collation nutritive quotidienne chaque fois qu'ils se rendent à l'école afin de favoriser l'assiduité et de contribuer à satisfaire leurs besoins nutritionnels essentiels (A: Ressources transférées)

Les élèves et les membres de leur famille qui font partie du groupe cible reçoivent une prestation mensuelle assortie de conditions afin de satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels et de maintenir les taux de scolarisation et d'assiduité, surtout pour les filles (A: Ressources transférées)

Effet direct stratégique 2: En Égypte les réfugiés, les populations déplacées et les communautés d'accueil exposés à l'insécurité alimentaire ont accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié:
intervention face à une crise

Hypothèses

Le nombre de réfugiés syriens et d'autres nationalités migrant vers l'Égypte se maintient.
Le PAM planifie ses activités avec d'autres organismes des Nations Unies (tels que le HCR).

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)
Taux de consommation alimentaire
Part des dépenses consacrées à l'alimentation
Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Activités et produits

3. Fournir aux réfugiés, aux populations déplacées et aux communautés d'accueil une assistance alimentaire et nutritionnelle et leur proposer des activités propres à renforcer la résilience (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les filles et les femmes enceintes et allaitantes et leurs enfants de 6 à 23 mois faisant partie des réfugiés, des populations déplacées ou des communautés d'accueil reçoivent une assistance alimentaire afin de répondre à leurs besoins nutritionnels essentiels (A: Ressources transférées)

Les réfugiés et les populations déplacées ciblés reçoivent une assistance alimentaire afin de pourvoir à leurs besoins alimentaires essentiels (A: Ressources transférées)

Les réfugiés, les populations déplacées et les communautés d'accueil ciblés reçoivent une assistance alimentaire subordonnée à leur participation à des activités de diversification des moyens d'existence et des revenus afin d'améliorer leur résilience (A: Ressources transférées)

Les réfugiés, les populations déplacées et les communautés d'accueil ciblées reçoivent une assistance alimentaire subordonnée à leur participation à des activités de diversification des moyens d'existence et des revenus afin d'améliorer leur résilience (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition**Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition****Effet direct stratégique 3: En Égypte, l'état nutritionnel des populations ciblées s'améliore d'ici à 2030**

Catégorie d'effet direct
correspondante: Amélioration de la
consommation de produits
alimentaires de qualité et riches en
nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié causes
profondes

Hypothèses

Le PAM maintient de bonnes relations avec le Ministère de la santé et de la population et d'autres homologues

Indicateurs d'effet direct

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Activités et produits

4. Appuyer et compléter les programmes mis en place par le Gouvernement au sein des communautés vulnérables sur le plan nutritionnel (l'accent étant mis sur les femmes enceintes et allaitantes et les enfants âgés de 6 à 23 mois), et soutenir des activités connexes comme les campagnes de sensibilisation (Prévention de la malnutrition)

Les femmes enceintes et allaitantes et les enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent une assistance alimentaire assortie de conditions et bénéficient de soins de santé maternelle et infantile essentiels afin de répondre à leurs besoins nutritionnels de base (A: Ressources transférées)

Les communautés ciblées bénéficient d'activités d'alphabétisation et de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements afin de renforcer les changements de comportement bénéfiques, dans le but d'améliorer la nutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés ciblées bénéficient d'activités d'alphabétisation et de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements afin de renforcer les changements de comportement bénéfiques, dans le but d'améliorer la nutrition (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire**Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables**

Effet direct stratégique 4: En Égypte, les communautés de petits paysans et de Bédouins des gouvernorats ciblés disposent de moyens d'existence résilients d'ici 2030

Catégorie d'effet direct
correspondante: Amélioration de
l'adaptation des ménages et de leur
résilience face aux chocs climatiques
et autres

Domaine d'action privilégié
renforcement de la résilience

Hypothèses

Le PAM continue d'avoir accès aux communautés ciblées, particulièrement dans les zones éloignées.

Indicateurs d'effet direct

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Activités et produits

5. Apporter un appui aux communautés vulnérables de petits paysans et de bédouins afin de renforcer leur résilience grâce à des transferts de technologies, à des formations axées sur l'accès aux marchés, à la diversification des moyens d'existence et à la création ou la remise en état d'actifs (Adaptation au changement climatique et gestion des risques)

Les communautés bédouines reçoivent une assistance alimentaire afin de créer ou de remettre en état des actifs, ce qui permet d'améliorer les moyens d'existence (A: Ressources transférées)

Les communautés bédouines reçoivent une assistance alimentaire afin de créer ou de remettre en état des actifs, ce qui permet d'améliorer les moyens d'existence (D: Actifs créés)

Les petits paysans tirent parti de l'amélioration des pratiques agricoles et des intrants ainsi que du renforcement des liens avec les marchés pour améliorer leur adaptation et leur résilience face aux effets du changement climatique (ODD 13) (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés de petits paysans et de Bédouins vulnérables tirent parti des activités de diversification des moyens d'existence pour améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 5: En Égypte, la capacité des pouvoirs publics à cibler les populations vulnérables et leur porter assistance, et à partager leur expérience avec un certain nombre de pays afin d'atteindre l'objectif Faim zéro à l'horizon 2030 est renforcée

Catégorie d'effet direct
correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié causes profondes

Hypothèses

Le PAM aligne sa planification sur les plans du Gouvernement, afin d'en compléter les activités, d'en combler les lacunes et d'élaborer un plan de travail qui prenne en compte les besoins nationaux.

Indicateurs d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

7. Faciliter la confrontation des connaissances et des techniques entre les pays à l'échelle régionale et mondiale afin d'atteindre des objectifs de développement communs (Renforcement des capacités institutionnelles)

L'Égypte et un certain nombre de pays bénéficient de la confrontation des expériences et des connaissances à l'échelle régionale et mondiale dans le but de parvenir à éliminer la faim (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés ciblées bénéficient d'activités novatrices prises en charge au sein des écoles qui permettent de protéger l'accès à l'alimentation et de renforcer la résilience face aux chocs socioéconomiques et climatiques (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

6. Assurer le renforcement des capacités institutionnelles des pouvoirs publics et mettre au point des solutions novatrices pour améliorer les programmes et les dispositifs de protection sociale et de renforcement de la résilience (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les pouvoirs publics bénéficient d'une organisation plus performante de la chaîne d'approvisionnement en produits alimentaires essentiels (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les capacités des pouvoirs publics en matière d'enrichissement des denrées sont renforcées (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les pouvoirs publics égyptiens disposent de programmes et de dispositifs plus performants qui leur permettent de s'appuyer sur des éléments probants pour élaborer des politiques et cibler et exécuter des interventions de protection sociale et de renforcement de la résilience en faveur des communautés rurales et urbaines vulnérables (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les pouvoirs publics sont mieux préparés à faire face aux chocs affectant la sécurité alimentaire en s'appuyant sur des systèmes intégrés d'information et d'aide à la décision (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences

Indicateurs transversaux

C.1.1. Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2. Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Indicateur transversal

C.2.1. Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM

Indicateurs transversaux

C.3.1. Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3. Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement

Indicateur transversal

C.4.1. Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

BESOINS BUDGÉTAIRES ANNUELS DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (À TITRE INDICATIF) (en dollars)							
Effet direct stratégique	Année 1 2018	Année 2 2019	Année 3 2020	Année 4 2021	Année 5 2022	Année 6 2023	Total
1	16 059 268	33 311 715	35 451 927	37 204 611	38 101 013	19 157 867	179 286 401
2	14 462 092	28 522 102	18 993 670	19 082 405	19 018 286	9 790 728	109 869 282
3	8 436 548	17 018 003	16 856 991	16 934 754	16 897 877	8 520 674	84 664 848
4	6 592 179	13 237 134	13 300 423	13 365 066	13 339 411	6 693 090	66 527 303
5	1 211 973	2 316 199	2 821 490	2 918 320	2 926 904	1 498 227	13 693 113
Total	46 762 059	94 405 154	87 424 501	89 505 154	90 283 492	45 660 586	454 040 947

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)						
	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 4, cible 4 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Transferts	154 211 205	94 691 762	73 953 897	58 174 139	12 035 748	393 066 751
Mise en œuvre	7 684 773	4 579 220	2 508 847	1 907 395	328 100	17 008 335
Coûts d'appui directs ajustés	6 448 060	3 892 663	3 034 766	2 385 417	493 535	16 254 442
Total partiel	168 344 038	103 163 645	79 497 509	62 466 951	12 857 383	426 329 528
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	10 942 362	6 705 637	5 167 338	4 060 352	835 730	27 711 419
Total	179 286 401	109 869 282	84 664 848	66 527 303	13 693 113	454 040 947

BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS – VENTILATION DES COÛTS PAR ACTIVITÉ (en dollars)								
Activité	1	2	3	4	5	6	7	Total
Valeur des transferts	133 769 467	7 350 539	91 545 359	72 130 107	58 086 178	7 846 958	4 188 790	374 917 397
Coût de transfert	12 842 895	248 305	3 146 403	1 823 790	87 961	-	-	18 149 354
Coût total des transferts	146 612 361	7 598 844	94 691 762	73 953 897	58 174 139	7 846 958	4 188 790	393 066 751
Coûts de mise en œuvre	7 269 647	415 126	4 579 220	2 508 847	1 907 395	224 300	103 800	17 008 335
Coût de mise en œuvre en pourcentage du coût total des transferts	5	5	5	3	3	3	2	4
Coûts d'appui directs ajustés	6 123 705	324 355	3 892 663	3 034 766	2 385 417	322 332	171 204	16 254 442
Coûts d'appui directs ajustés en pourcentage du coût total des transferts et de la mise en œuvre								96
Coûts directs pour le PAM	160 005 714	8 338 325	103 163 645	79 497 509	62 466 951	8 393 590	4 463 793	426 329 528
Coûts d'appui indirects	10 400 371	541 991	6 705 637	5 167 338	4 060 352	545 583	290 147	27 711 419
Total	170 406 085	8 880 316	109 869 282	84 664 848	66 527 303	8 939 173	4 753 940	454 040 947

Liste des sigles utilisés dans le présent document

CAPMAS	Agence centrale pour la mobilisation publique et la statistique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	Objectif de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PSP	Plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance